

Initiatives ministérielles

M. Attewell: Pas vraiment, monsieur le Président, mais je ne pense pas que la députée d'Ottawa-Ouest ait vraiment parlé des intérêts composés. Elle ne semble pas admettre que le Parti libéral est responsable de 120 des 150 milliards qui sont venus s'ajouter à la dette nationale au cours des cinq dernières années.

Mme Catterall: Monsieur le Président, au cours des cinq dernières années, grâce à l'augmentation de l'emploi, à la baisse des taux d'intérêt, à l'amélioration de la situation économique mondiale et à l'accumulation d'excédents commerciaux comme nous n'en avons pas eus depuis plus de dix ans, le gouvernement a eu l'occasion de réduire le déficit, et non de continuer à l'augmenter.

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, j'arrive de l'antichambre où j'écoutais le débat de ma collègue d'Ottawa-Ouest. Elle a fait preuve de beaucoup de bon sens, comme d'habitude. Beaucoup plus que certains députés de l'autre côté.

M. Richardson: Vous êtes maintenant deux personnes, ici, à penser cela.

M. MacDonald (Dartmouth): Tiens, il y a quelqu'un qui essaie de nous insulter dans ce coin-là. Si le député voulait parler, j'abrégerais volontiers mes commentaires pour que nous puissions écouter ses plaidoyers passionnés sur le déficit.

L'une des questions que je voudrais poser à ma collègue concerne cette obsession absolue du gouvernement à l'égard du déficit national. Comme de nombreux Canadiens, j'ai écouté les discours électoraux durant la dernière campagne et j'ai entendu les ministres de la Couronne dire et redire que le déficit ne posait pas de problème, que le gouvernement était maître de la situation. Chaque promesse faite par le gouvernement durant cette campagne n'était pas une promesse, mais bien un engagement financier. Le gouvernement disait avoir tous les fonds nécessaires.

Je voudrais demander à ma collègue d'Ottawa qui comprend bien les Canadiens ce qu'elle pense de cette volte-face dont nous avons été témoins de la part du gouvernement au lendemain des dernières élections générales. Le déficit ne posait aucun problème jusqu'au lendemain des élections; soudainement, il est devenu une préoccupation de tous les instants.

La députée pense-t-elle que les ministériels ont été complètement honnêtes dans leurs discours électoraux?

Mme Catterall: Monsieur le Président, je suis heureuse de pouvoir répondre à cette question concernant les dépôts sacrés et l'engagement du gouvernement à l'égard des services de garde d'enfants. Toutes ces choses étaient prévues dans le budget, mais, soudainement, au lendemain des élections, nous n'avions plus les fonds nécessaires. Il est clair que le gouvernement n'a pas tenu toutes ces promesses qu'il avait faites aux Canadiens et tous les engagements qu'il avait pris.

Je n'ai qu'une chose à dire à mes collègues qui continuent de répéter que je ne comprends pas ce qu'est l'intérêt composé: n'importe qui peut comprendre que la façon d'éviter de payer de l'intérêt sur l'intérêt, c'est de commencer à rembourser sa dette, et non de vendre ses avoirs sans rembourser sa dette.

Le président suppléant (M. Paproski): Cela dit, les questions et observations sont terminées.

Le député de Calgary-Sud-Ouest pour le débat.

M. Lee Richardson (Calgary-Sud-Ouest): Monsieur le Président, je pense qu'il serait utile, pour que les partis ne continuent pas à présenter leurs poids lourds, de faire une petite historique et d'expliquer comment nous en sommes venus à la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui.

La députée qui vient de parler voulait passer outre au fait que le gouvernement libéral avait laissé au pays une dette de 200 milliards. Bien peu de Canadiens se rendent compte de ce que 200 milliards représentent. C'est beaucoup d'argent.

La dette augmente chaque année. Elle continue d'augmenter et augmentera tant que nous n'aurons pas des recettes suffisantes pour payer tous les programmes dont bénéficient les Canadiens et les intérêts sur la dette nationale. C'est ce qu'a si bien expliqué le député de Markham—Whitchurch—Stouffville. J'ai vraiment apprécié ses remarques. Il a essayé d'expliquer, avant d'être si rudement interrompu, ce que sont les intérêts composés et comment les 200 milliards dont nous avons hérité en 1984 ont augmenté de 120 milliards, ce qui fait que la dette atteindrait aujourd'hui 320 milliards si nous n'avions rien fait.

Mais ce n'est pas la partie la plus importante du problème. Il ne suffisait pas aux libéraux de nous laisser une dette de 200 milliards. Après 20 ans de prodigalité et de gaspillage, des dépenses en augmentation constante, ils nous laissaient des dépenses incompressibles pour payer tous les excellents programmes du gouvernement. Je parle des pensions de vieillesse, des allocations familiales, des paiements aux indigents, ainsi que des services gover-